

Déclaration liminaire du comité technique ministériel du 2 juin 2020

« On nous balade »

Malgré une prise de conscience en début de pandémie, les conséquences dans nos ministères sont aujourd'hui très importantes. C'est le résultat des politiques d'austérité subies par le service public depuis plusieurs années. Malgré les promesses d'**un après crise différent, nous attendons encore de savoir ce que vous entendez changer pour les mois à venir ?** Nous constatons, avec regret, un dialogue social minimaliste dans les différentes instances, aussi bien ministérielles qu'interministérielles à la limite du « mépris » par certaines.

Arrivons-nous à la limite de l'exercice ? Vous nous écoutez, mais vous semblez ne rien entendre ? Le dialogue social est aujourd'hui une addition d'échanges sans suite qui permettent de vous donner bonne conscience. Malgré nos alertes répétées, vous ne semblez pas nous entendre. C'est dommage car cela constitue la cause principale des nombreux boycotts de ces derniers mois !

Nous ne saurions nous satisfaire de cet état de fait et vous demandons, une nouvelle fois, d'entendre nos revendications.

C'est avec un esprit constructif que nous vous avons transmis plusieurs questions sur divers sujets tels que : le dossier ZUS, la rupture conventionnelle, la fourniture de masques, la situation dans les abattoirs, l'organisation de l'Aïd, la situation dans les SEA, la situation dans l'enseignement agricole, les mobilités, les congés, les RTT, les ASA, l'attribution de primes spéciales Covid, ainsi que des questions de fonctionnement RH comme la régularisation de nombreux retards ou erreurs sur traitement... et ceci bien en amont de ce CTM afin d'obtenir des réponses concrètes aujourd'hui.

Nous souhaiterions également votre éclairage sur « la campagne des groupes RIFSEEP » pour les techniciens et les IAE, qui doivent basculer sur les payes de juillet et août. Nous venons d'apprendre que pour certaines structures les classements sont en train de se terminer à la hâte ! Pourquoi cette soudaine précipitation alors que nous pensions que ce travail était fini ?

Dans le secteur « abattoirs », nos incessantes alertes ont été confirmées par l'actualité récente. Outre les interrogations que nous vous avons adressées, nous avons appris, fin de semaine dernière, la diffusion d'une note du directeur général de la santé au centre interministériel de crise. Pouvons-nous enfin espérer que l'autorité publique se fasse entendre dans les abattoirs afin que les règles soient scrupuleusement appliquées ? Cette demande est antérieure à la crise et nous pouvons vous l'assurer aujourd'hui, **FO Agriculture** combattra, autant qu'il le faudra, pour qu'il y ait bien un avant et un après !

Nous allons conclure sur la situation à l'ONF. Avec l'accord de l'Etat, la société de conseil Bearing Point va proposer des scénarios de scission de l'ONF lors du conseil d'administration du 25 juin. Dans la ligne de mire : l'agence travaux qui devrait être le premier service privatisé. Le démantèlement est donc en route... Quel choix sera donné aux personnels concernés ? Nous rappelons que des IAE, personnels du MAA, vont être très fortement impactés par ce démantèlement du service public forestier. Ils seront mis devant le fait accompli. Seront-ils directement concernés par la privatisation ?

Ces agents du MAA n'ont pas fait le choix du service public pour rien. Ils l'ont fait par conviction. Quel est l'avenir de ces collègues ? Ont-ils même encore un avenir dans le service public dont notre ministère est garant ? Il est à déplorer, une nouvelle fois, l'absence totale d'une politique forestière de l'Etat pour les 25 prochaines années.